

Université de Nantes
Colloque 29 et 30 septembre 2008

L'économie sociale et solidaire ou l'espace local,
lieu de transaction pour un contrat social ?

Josiane Stoessel-Ritz

Université de Haute-Alsace, GSPE-UMR 7012

Campus la Fonderie- 69093 Mulhouse

josiane.stoessel@uha.fr

Résumé :

Cette contribution se propose d'aborder la notion d'espace local comme un concept analytique dont la fécondité heuristique est actualisée par les profondes mutations de nos sociétés et, plus particulièrement, par une interrogation des principes d'action constitutifs de l'économie sociale et solidaire. Mises en tension sous l'action d'attentes contradictoires, les pratiques des acteurs locaux répondent de ces contradictions et témoignent d'un processus d'engagement par l'échange pour l'action et les transactions sociales dont le résultat, défini par un vivre ensemble, fait compromis. En quoi l'espace local est-il ce lieu d'actualisation et de renouvellement d'un contrat possible pour un vivre ensemble et comment les acteurs locaux participent-ils de ce contrat par leurs initiatives solidaires? Des éléments de réponse théoriques et empiriques sont exposés dans cette communication.

Abstract :

This contribution treats the concept of local space as an analytical concept whose heuristic fertility is actualized by the far-reaching mutations of our societies, and in particular an interrogation of the constitutive principles of action of social and solidary economy. Strained by contradictory expectations, local actor practices depend on these contradictions and attest to a process of involvement in social action and transactions through exchanges whose results, defined by a "vivre ensemble", is a compromise. How is the local space a locus of actualization and renewal of this "vivre ensemble" contract and how are local actors involved in this contract through their solidary initiatives? I will provide theoretical and empirical elements to answer those questions.

L'économie sociale et solidaire recouvre un vaste champ d'initiatives et d'actions dont la reconnaissance sociale et institutionnelle est, comme on le sait, très étroitement dépendante de sa capacité à se doter des outils d'analyse et des concepts susceptibles de contribuer à la compréhension de la structuration de ses formes d'action à la conjugaison des valeurs et principes portés par ses acteurs. Pour relever ces défis qui renvoient à des enjeux aussi bien théoriques que pratiques (Chopart, Neyret et Rault, 2006), une partie des recherches en sciences économiques et en sciences sociales s'est focalisée sur les caractéristiques communes des activités de l'économie sociale et solidaire et leur traduction concrète (Autès, 2006), d'autres travaux au contraire, se sont attachés à réinscrire les projets dans leur singularité par leur filiation sociale et politique permettant d'appréhender les logiques d'action et leur positionnement face aux politiques publiques et au marché (Noguès, 2006). De la reconnaissance des principes canoniques (Neyret, 2006 :13) à leur mise en œuvre par des acteurs locaux, les travaux qui s'intéressent au champ de l'économie sociale et solidaire s'accordent généralement à reconnaître les spécificités voire les propriétés des initiatives solidaires sans toutefois répondre, du point de vue d'une théorie globale, de la mise en mouvement de ces éléments structurels et structuraux, de la motricité des modèles et des formes sociales qui sont porteuses de leur renouvellement.

Notre positionnement dans cette contribution à une meilleure compréhension de l'économie sociale et solidaire procède d'un regard théorique et d'une démarche heuristique différente : adoptant le principe de l'exigence de contextualisation historique (Passeron, 1992), nous nous inscrivons dans une perspective d'anthropologie politique et d'une sociologie de l'action fondée sur l'analyse des pratiques, pour proposer et mettre en débat les éléments d'un canevas d'analyse susceptible de saisir à la fois le contexte et les propriétés favorables à l'émergence de compromis pour le bien commun et le vivre ensemble. Avec P.Viveret (2005), nous partageons la question « pourquoi ça ne va pas plus mal ? » en posant l'hypothèse de la présence active de capacités, individuelles et collectives, et de dispositions susceptibles de soutenir la coproduction du bien commun. La présence implicite et tacite de modèles sociaux saisis à partir des compétences et du sens pratique est appréhendée dans les échanges entre les acteurs et les transactions sociales dont le produit passe par le compromis.

Avec l'ouverture des marchés aux services d'intérêt général et la remise en question de l'Etat social, les organisations de l'économie sociale et solidaire sont soumises à l'épreuve par la mesure de l'effectivité de leur action et de ses résultats répondant non sans mal aux questions perversement naïves du temps présent (*à quoi ça sert ?*). L'action portée par les acteurs de ce champ est, davantage qu'ailleurs, traversée de multiples contradictions, sources de tensions et de conflits. Face à ces couples d'opposition indépassables (Rémy, 1978) que nous pourrions brièvement résumer, autour de l'autonomie et l'interdépendance, des conflits de valeurs (justice/égalité) et de la tension entre le don et l'intérêt, comment les organisations de l'économie sociale et solidaires sont-elles en mesure de participer de la coproduction du bien commun et de sa légitimation ? Quelles sont les pratiques, intentionnelles et objectives, des acteurs de ce champ qui permettent de rendre compte de leurs capacités de produire des formes d'accord pour un contrat du vivre ensemble ?

La contribution à ces questions appelle une interrogation épistémologique sur le choix des outils de connaissance et invite le sociologue à se *sociologiser en permanence* par un exercice réflexif propice à la construction de concepts capables d'appréhender des objets complexes, c'est-à-dire de concepts d'interface et d'autres méthodes pour suivre un social qui se modifie (Latour, 2007).

La compréhension d'un social qui paraît échapper aux cadres institutionnels par ses formes devenues fluides (Martucelli, 2006) présente au moins un double intérêt pour la connaissance de l'économie sociale et solidaire : elle permet de saisir la manière dont les actions solidaires agissent en des lieux et par des formes sociales pour ce qui fait lien et intérêt commun. Elle permet aussi de repérer et de qualifier les décalages et les contradictions entre des cadres d'intervention (protocoles, normes) et des attentes individuelles et collectives des usagers et habitants (intérêt, valeur, sens).

Ainsi non seulement la démarche sociologique contribue à mieux saisir ce qui fait l'étoffe ou la « texture » (Martucelli, au sens de signification) de l'économie sociale et solidaire par ce qui fait le social, mais la compréhension du social ouvre des perspectives nouvelles pour l'engagement des projets solidaires propres à accompagner les respirations du social pour un vivre ensemble.

L'espace local est défini ici comme l'un des concepts majeurs d'interface susceptible d'appréhender et de rendre compte, par une démarche et une méthode d'investigation adaptées, de la transversalité des pratiques qui donnent corps aux dynamiques d'actions solidaires, à leur mise en mouvement et enfin de leur signification pour les acteurs locaux, professionnels, bénévoles, usagers ou habitants.

Nous empruntons ici une grille d'analyse construite à l'appui d'un raisonnement sociologique développé dans le cadre de notre recherche sur *La co production de la société : bien commun, intérêt et transaction sociale dans l'espace local* (Stoessel-Ritz, HDR, 2007)¹.

Nous retiendrons la notion l'espace local comme une dimension constitutive du cadre théorique qui permet de repérer les conditions d'émergence et de renouvellement du social, et dans le même temps, d'explicitier en quoi la dimension locale de l'économie sociale et solidaire apporte des éléments à la compréhension des fondements sociaux constitutifs de ce champ.

Ainsi notre approche de l'économie sociale et solidaire se construit autour d'une interrogation sur ses caractéristiques propres, leur mise en perspective et leur *ré encastrément* social au sens de Polanyi dans le contexte sociohistorique de nos sociétés contemporaines ; ainsi la dimension locale de ces initiatives dans un espace de proximité sera examinée comme un élément structurant des priorités sociales.

Cette communication répondra dans un premier temps à une démarche théorique de construction d'outils conceptuels capables d'appréhender par une vision dynamique et socio historique les éléments de la motricité du lien social. Ces mêmes outils ouvrent des perspectives nouvelles par l'introduction d'un autre regard théorique et épistémologique sur l'économie sociale et solidaire, à partir d'une analyse des pratiques sociales élaborées par les acteurs comme un registre concret et symbolique de l'action et de l'engagement pour un « être ensemble ».

Dans un second temps, nous proposerons de revisiter deux recherches empiriques, l'une réalisée dans le cadre d'une programme de recherche franco algérien « Gestion durable des territoires, développement local et solidaire en Kabylie »², l'autre dans le cadre de notre contribution au rapport de recherche sur « L'économie sociale et solidaire dans la

¹ *La coproduction de la société : bien commun, intérêt et transaction sociale dans l'espace local* Stoessel-Ritz Josiane, Habilitation à diriger les recherches, Strasbourg 2007, 197p.

² *Gestion durable des territoires, développement local et solidaire* (2005-2008) Programme du haut-Conseil franco-algérien universitaire et de recherche, Université M.Mammeri de Tizi-Ouzou, Université de Haute-Alsace sous la direction de Josiane Stoessel-Ritz et Malika Ahmed-Zaid.

recomposition des territoires urbains »³. Notre approche sera comprise dans une perspective heuristique (non comparative) par la relecture des résultats de ces deux recherches aux cadres différents pour discuter de la contribution de nos outils d'analyse à une connaissance théorique et pratique de notre champ.

1. Renouveler la problématique de l'espace local, un enjeu pour l'économie sociale et solidaire

Sans nous éloigner du cadre de cette communication, nous exposerons ici, de manière synthétique, deux mouvements, celui des désajustements de l'action de ses cadres et celui de la dématérialisation des échanges, deux dynamiques globales qui mettent en lumière l'intérêt d'un renouvellement de notre manière d'appréhender l'espace local pour comprendre comment se modifie le social.

Sous l'impulsion d'un mouvement historique et global de différenciation sociale et d'autonomisation (champ, structures), les cadres sociaux des pratiques individuelles et collectives quotidiennes se sont élargis tout en se fragmentant par la démultiplication des normes et des références de l'action. Devenues plus complexes, nos sociétés aux solidarités partielles sous-tendent un pluralisme des règles dont la légitimité est objet de controverses.

C'est dans ce cadre qu'il convient de resituer l'économie générale des pratiques étroitement ancrée sur une rationalité instrumentale, l'équipement des activités par des procédés abstraits (technologie et économie de la connaissance) mettant sur le devant de la scène la gestion des urgences et les protocoles normatif d'encadrement des initiatives. Dans ce mouvement pour une économie *économique*, que Pierre Bourdieu identifie à « une économie de guerre » (2003), se multiplient les effets émergents et les sources de désajustements entre les attentes institutionnelles et les dispositions (Corcuff, 2003, Boyer, 2003), culturelles et sociales, ce que nous appellerons des effets de déboîtement entre l'action et ses cadres, structurels et structuraux, qui se révèlent quand s'exercent des pressions sur le temps des agendas et sur les codes de l'action. On peut évoquer à ce titre les effets de décalage entre des systèmes

³ Rapport de recherche *L'économie sociale et solidaire dans la recomposition des territoires urbains : les territoires de reconversion industrielle et urbaine de Mulhouse (Coteaux) et de Bischwiller*. Programme de recherche interrégional sous la dir. de D.Demoustier, Délégation Interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale, Grenoble, 2005, 42 p.

d'attentes opposés (don des bénévoles/ consumérisme des usagers) soulignés par des modèles culturels et sociaux différents produisant ainsi des effets de sens opposés (Rémy).

La diversification des modes de socialisation participe également de cette ouverture des horizons de sens, c'est pourquoi là où R. Aron (1969) a reconnu une logique de désocialisation, nous choisirons d'interroger les transactions sociales que mobilisent des pratiques sociales entendues comme des lieux médiateurs d'interdépendances et de contradictions (Rémy, 1978). Dans un environnement fragile et instable, les pratiques sociales recouvrent ainsi une importance nouvelle: dans ces conditions de mise à l'épreuve, elle se situent au coeur de tensions (schèmes d'action, modèles culturels et affectifs, attentes objectives/intentions subjectives) traversées par des logiques contradictoires portées par des instances autonomes et interdépendantes (notamment en matière de gestion des normes et de légitimation par les valeurs).

L'unité de l'action se disloque, comme l'a développé Giddens (1994) par ce déboîtement dans le temps et dans l'espace de pratiques individuelles réflexives, autonomes voire imprévisibles. Des individus devenus multi positionnels sont les acteurs potentiels d'un cadrage conventionnel de repères susceptibles d'établir une mise en confiance, du moins temporaire, par la restauration d'une unité d'action fondée sur l'expérience (Dubet, 1995) que l'espace local peut leur offrir.

En ce qui concerne les échanges, l'ouverture vers la globalisation et vers le néolibéralisme s'accompagne d'une accélération de la mobilisation de nouvelles techniques normatives et abstraites dont la généralisation conduit à raréfier les situations de mise en relation directe et de face à face entre individus. La dématérialisation des échanges entre les personnes suppose l'accès à d'autres compétences et l'appropriation de formes nouvelles et plus élaborées de mise en communication, l'intériorisation de codes et de normes, autant de conditions structurelles et structurales indispensables à la maîtrise des situations nouvelles.

Parce que la dématérialisation des échanges sous-tend un monde où la confiance devient incertaine et éphémère ; elle appelle de façon quasi permanente des formes d'attestation autour du sens et de légitimation de l'action. Les objets tiennent dans ce processus une place de premier rang, érigés en instance de régulation dans un espace d'intermédiation (Sainsaulieu, 2001 :117), ils *interviennent* dans un échange invisible et tacite entre les personnes, stabilisant une forme de confiance par les principes et les règles qu'ils instaurent.

Ils rendent ainsi possible l'échange entre inconnus sur la base implicite d'un consensus supposé (Voyé, 1992), la présence entretenue d'attentes réciproques et leur reconnaissance marchande (des biens et du travail). Dans cet effort de rationalisation, l'une des principales difficultés tient à la transposition des critères (normes, indicateurs) à des instances ayant capacité et vocation à diffuser des valeurs.

C'est pourquoi la demande institutionnelle s'attache à vérifier par des procédures d'attestation par la proximité, l'adhésion au moins formelle des acteurs à l'orientation de l'action et à ses priorités, produisant ainsi une rhétorique de justification autour de la proximité et des territoires.

Ainsi, dans nos sociétés pluralistes et différenciées, la volonté d'authenticité mérite d'être relevée comme caractère distinctif de l'engagement (initiatives citoyennes et solidaires) par une économie politique des pratiques aujourd'hui en jeu. Posées comme unes et indivisibles (Bourdieu, 1972), les pratiques sont irréductibles à des objets dont on pourrait se saisir, elles composent objectivement une forme d'*engagement*, conscient ou non, par l'action inductrice de possibilités d'agir par l'échange social, là où se situe l'espace local.

Rapprochés par l'unité d'action dans un espace local, les acteurs y font l'expérience de la coprésence répondant à une attente de *confiance en action* (Mangematin, 2003).

2. L'espace local, comme mode de coexistence concrète

Enoncés comme des principes qualifiant l'économie sociale et solidaire, la proximité et le territoire local constituent les propriétés générales reconnues aux organisations de ce champ dont nous tenterons, à partir du cadre théorique et analytique présenté plus haut, d'approfondir le contenu. Nous reprenons ici la notion d'espace en nous référant à la tradition sociologique des années 70 représentée notamment par Raymond Ledrut (*L'espace en question*, 1976). A partir de l'hypothèse qu'il a développée à propos de la ville, nous proposons d'appréhender l'espace local comme un mode dialectique entre la morphologie de l'espace et la façon d'exister d'individus entretenu par des usages qui viennent modifier les manières de vivre. Dans cet espace, la coexistence concrète s'appuie sur un mouvement social de production de valeurs et de modèles sociaux traversé par un mouvement opposé, soit la décomposition du social par les différences structurelles et structurales séparant des individus. En tant que notion, la coexistence établit la possibilité de mise en relation et d'interaction en des lieux qui produisent les formes d'appartenance matérielles et symboliques à un milieu.

La dimension « locale » de l'espace est de ce point de vue comprise comme lieu de vie quotidienne qui, par le biais des échanges et des interactions, participe aux mouvements de production d'un « vivre ensemble », nous y reviendrons plus loin.

Il convient, à partir de cette proposition, de préciser le sens de ces mises en relation établies dans l'espace local. Nous retiendrons ici trois dimensions essentielles qui permettent d'appréhender les propriétés sociopolitiques de l'espace local, d'un point de vue anthropologique et sociologique.

La première de ces dimensions renvoie au rapport social à la matérialité établi dans l'espace local. Il s'agit d'un rapport des individus, pratique et symbolique, posant comme possible l'articulation entre l'intérêt (voire l'utilité) et le sens (modèles socio culturels et affectifs) des actions et qui touche au monde matériel (objets et outils) sur un mode concret et symbolique par les valeurs et les codes. Lieu privilégié de socialisation des objets, l'espace local est médiation dans un apprentissage de normes légitimantes. Il participe de la qualification de ce qui fait ressource pour les individus par l'expérience et le sens pratique. Ainsi la relation sociale et subjective à l'espace physique (éléments de la nature, minéraux, bâti et non bâti) y est comprise comme une mise en relation de soi aux autres et altère de manière réflexive le mode d'évaluation de l'expérience, singulière et universelle, des individus.

De la même manière, la relation aux *choses* comme disait Mauss (aliments, outils ou produits industriels) donne accès par les interactions socialisatrices locales (Rémy op.cit.) à une reconnaissance pratique et symbolique qui participe à l'établissement d'un rapport social à l'environnement (marché, échanges) grâce à la médiation des objets. Dès lors, c'est dans ce même espace local que redevient possible l'articulation, concrète et durable, du temps de l'action au lieu de l'action comme dans un *milieu de vie* (Mathieu, 2006). Dans le milieu de vie, on peut poser l'hypothèse d'une *présence* des objets irréductible à l'utilité par le fait de la mise en relation des personnes par l'objet et l'échange des objets, autrement dit par un usage social faisant lien.

De là nous pouvons mieux comprendre la seconde dimension propre à l'espace local et à son interprétation : il s'agit de la transversalité des pratiques sociales présentes dans l'espace local, celles-ci ont la particularité de « déborder » des cadres normatifs, sectoriels et prescrits. Le concept de cadre (Goffman, 1991) renvoie à la modélisation des situations par des processus institutionnels et symboliques, comme le montre Thévenot (1986) à partir de ce

qu'il nomme des régimes d'action, dont celui cadrant les situations de familiarité qui permet de mobiliser un intérêt affectif pour un modèle social et l'engagement par ce modèle.

Loin de composer un puzzle par l'assemblage de différents régimes d'action, l'espace local présente des frontières floues et offre des interstices pour l'action qui ne sont pas que résiduels ou à la marge mais entretenus par l'intelligence pratique des habitants comme des lieux discrets de régulation à distance des instances de pouvoir (Storrie, 2003). Dans cet espace que Martucelli dénomme *l'intermonde*, les pratiques sociales se présentent comme des formes d'engagement, individuel et collectif, pour la coproduction d'une action par une forme d'accord acceptable par l'établissement des relations d'échanges. La coexistence dans l'espace local sous-tend la valeur-lien (Caillé et Godbout, 1992) émergente et soutenue par le mouvement dialectique entre les formes de l'échange et le contenu dégagé des pratiques, inouïes et nécessaires (Bourdieu) et de l'expérience sociale d'une réalité par ce qui fait lien et *l'intérêt pour* un milieu de vie.

Ce cadre d'analyse nous autorise à entrevoir les capacités d'action et les compétences des individus autrement : la transversalité des pratiques se décline avec la fluidité du social et l'interrogation de l'expérience et de ses compétences comme une propriété réflexive des individus dans l'apprentissage de compromis et la socialisation des échanges.

Enfin nous retiendrons comme troisième dimension de l'espace local, celle de la temporalité des actions. Transversales et actualisées par un mouvement réflexif, les pratiques sociales s'organisent dans l'espace local en un double régime de l'action, ce qui les distingue des autres. Elles obéissent à un principe d'authenticité et d'unité par le temps donné à l'action à nouveau synchronisée (temps de la fête, temps des projets) ; elles s'inscrivent dans une écriture longue et collective des échanges en restaurant le temps utile et nécessaire à leur réciprocité (temps de la vie, temps de la reconnaissance), du don et de la relation de don qui l'assortit dans l'espace local. Paradoxalement, le temps ne se présente pas, comme dans le modèle économique d'échange, comme une source d'incertitudes : dans l'espace local, il circonscrit les possibilités d'une stabilisation de l'action collective et figure comme élément constitutif de son sens.

L'interrogation de l'espace local par les pratiques dans nos sociétés pluralistes revêt, comme nous venons de le voir, une actualité et un intérêt nouveau : l'investigation de cet espace, entrepris par des dispositifs d'expertise comme les observatoires, s'inscrit dans une démarche d'interrogation, d'encadrement et de contrôle social.

L'espace local comme mode de coexistence renvoie à une analyse des pratiques de la vie quotidienne et de ses sphères, là où les initiatives solidaires sont en émergence forgées par des tensions et des couples d'opposition indépassables. Si la possibilité d'un contrat pour un vivre ensemble est plausible dans l'espace local, c'est par la place et l'importance des transactions sociales qui s'y déploient, permettant un contrat, en permanence renégocié.

3. Espace local et compétences pour le bien commun

En définissant l'espace local comme un milieu de vie donnant accès à une *modalité de coexistence* (Ledrut, 1976), nous interrogerons les pratiques sociales des habitants et d'associations locales à partir de la vie quotidienne et de son mouvement. Plus particulièrement, les espaces locaux que nous proposons d'analyser, sur la base de travaux d'enquêtes et d'observation du terrain en Kabylie et dans un quartier urbain ZUS de Mulhouse, se présentent comme des territoires où la question de la mobilité des habitants et de l'ouverture du territoire à de nouveaux horizons de sens se traduit concrètement dans la vie quotidienne par l'émergence de tensions sur les possibilités objectives de produire collectivement un sens partagé et le bien commun. L'approche par les transactions sociales, comme processus de socialisation des échanges et comme compromis permet alors d'entrevoir comment les rapports de pouvoir traversent la vie quotidienne (Rémy, 1978) donnant ainsi un véritable statut d'engagement aux pratiques sociales.

Réinventer le village kabyle: de l'utopie aux mobilisations solidaires...

Depuis 2005, nous poursuivons des travaux d'observation et d'enquête dans le cadre d'un programme de recherche franco-algérien avec l'Université de Tizi-Ouzou autour de la gestion durable des territoires, développement local et solidaire.⁴

L'objectif visé est de comprendre comment se construisent les dynamiques de solidarité locales sur un territoire en mutations, la Wilaya de Tizi-Ouzou en Grande Kabylie, et d'appréhender comment les contradictions et ruptures introduites par une modernité exogène se combinent aux formes concrètes d'organisation des pratiques et des échanges dans une société locale marquée historiquement par la permanence d'un modèle anthropologique de

⁴ Stoessel-Ritz J., coordinatrice française du projet 2005/18 Haut-Conseil franco-algérien universitaire et de recherche (HCFAUR) « Gestion durable des territoires- développement local et solidaire » et coordinatrice du programme PHC Tassili 2008-2012 avec l'Université M.Mammeri de Tizi-Ouzou, Algérie

société, la société kabyle. Des travaux de terrain dans les villages de montagne (Tizi-Rachad, Beni Yeni, Tizirt) sont menés en étroite coopération avec l'équipe universitaire de Tizi-Ouzou⁵.

L'organisation de la vie quotidienne en montagne de Grande Kabylie est rythmée par une mobilité quotidienne de ses habitants vers la ville de Tizi-Ouzou. La coprésence en village de montagne d'une population jeune, de femmes et de vieux ne faiblit pas avec l'éloignement du chef-lieu de la Wilaya, Tizi Ouzou. Ces migrations soutiennent des dynamiques et des interactions profondes entre l'espace local, ancré dans le sentiment d'appartenance communautaire, et de nouveaux lieux d'activité et d'appartenance (entreprise de la vallée, université de Tizi-Ouzou, administrations). Face à une ville qui puise dans les ressources rurales les éléments d'une identité (présence des éléments de patrimoine rural, identification à la culture kabyle), les villages de montagne constituent le cadre légitime d'une vie quotidienne, chaotique et segmentée. L'espace local de Kabylie se comprend à partir d'oppositions structurantes, entre distance et proximité, autonomie et interdépendances, contrainte et liberté.

L'espace local du village est lieu de médiation au-delà de la pluralité des appartenances (famille, clan, entreprise, institutions, ville) comme instance dans la mise en relation aux autres. Cette médiation passe par l'expérience de la matérialité du milieu de vie et de l'échange social. En Kabylie, vivre dans les montagnes procède *d'une façon d'exister*, de donner du sens et d'en produire par les formes de l'échange, matériel et symbolique.

La compréhension des usages de la terre, de l'habiter le village et d'entrer en relation avec les autres s'appuie sur celle du modèle anthropologique de la société kabyle où la maison familiale est la matrice dans laquelle chacun apprend à s'occuper des autres. Le sens de la prise en charge collective par le groupe régit le code de l'honneur et la grammaire de l'intérêt : dans les montagnes kabyles, la présence d'un contrat tacite, forme de contrat moral du citoyen (*Touffir*) dans l'organisation des services (prise en charge des démunis, économie domestique) et les échanges -dons de biens ne sont pas éloignés des Systèmes d'Echanges Locaux occidentaux (SEL).

Habiter dans les villages de montagne c'est affirmer sa capacité d'autonomie voire son honneur à vouloir rester libre vis à vis d'un monde moderne, autant proche qu'inaccessible. Cette volonté d'autonomie s'enracine profondément dans le modèle de la société kabyle, décrit

⁵ Coordination de l'équipe algérienne par Malika Ahmed-Zaid, UMMTO.

par Pierre Bourdieu dans le sens d'un « monde social comme représentation et comme volonté »⁶.

La socialisation des ressources locales par le mode d'habiter la montagne et l'expérience, individuelle et collective, de la matérialité par un milieu de vie (lieu d'échanges) constituent des lieux de renouvellement des compétences des habitants de ces villages et de l'organisation collective de pratiques de la vie quotidienne irréductible à une économie de l'intérêt. L'observation des pratiques, enserrées dans des formes d'opposition comme l'intérêt et le désintérêt, l'engagement collectif et la liberté des habitants de la montagne met en valeur les formes d'échanges (marchand et non marchand, matériel et symbolique) et les transactions sociales nécessaires pour un compromis de coexistence.

L'attachement à *Tamurt*, *Akal* (pays, terre, territoire) exprime ce rapport subjectif et objectif au village présent dans les projets individuels et collectifs en contrepoint à la mobilité. L'attachement au milieu de vie, à *l'habiter ici*, dans les villages de grande Kabylie, procède à la fois de traditions culturelles et de pratiques dont la dimension économique et symbolique trouve sa signification dans le modèle de la société kabyle. La maison est en Kabylie le centre d'une organisation sociale, d'échanges et d'un mode d'habiter réunissant le groupe familial élargi comme un bien indivisible autour duquel se structurent les pratiques d'échanges ayant une logique propre. Les pratiques d'échanges et d'entraide (échanges de services, dons et rituels qui accompagnent les fêtes comme l'*Achoura*) attestent de la présence de règles de solidarité entre les familles des villages, comme d'un contrat moral exerçant la force d'un modèle (Addi, 2004) entre membres d'une communauté locale. Le principe du « don comme message propre à créer du lien social » (Bourdieu, 1994 :189)

Cette dimension historique et culturelle d'une identité kabyle traverse et anime les liens entre les habitants reliés par un commun attachement au village et au sens du vivre ensemble dans les montagnes constitués comme bien commun.

Ce village n'est cependant pas celui d'avant, réinventé il recompose des liens entre ceux d'en bas et ceux d'en haut, ceux qui ont migré et dont le retour peut être imminent. Le village est comme *porté* par ses habitants. Vivre dans les montagnes kabyles constitue une forme de *compromis de coexistence*, entre modes d'habiter, en logement de cité dans la ville et l'habiter dans la maison familiale en montagne, entre les résidants et les migrants, entre les jeunes et

⁶ « Les kabyles m'avaient appris que le monde social est, pour une grande part, ce qu'on veut qu'il soit » Bourdieu (1985), Du bon usage de l'ethnologie, Entretien avec M. Mammeri, in Actes de la Recherche en sciences sociales, n°150, 2003, p.9-18.

les vieux : vivre dans les montagnes est aussi une pratique politique de résistance aux formes d'oppression, la préservation d'une liberté dont les kabyles sont fiers.

L'identification collective aux lieux habités des montagnes couronnées de grappes de villages est signe d'un *attachement* à des repères partagés, qui sont au cœur de la sociabilité locale et de son socle matériel : lieu de regroupement de la famille par excellence, le village est aussi une communauté de communautés avec ses maisons imposantes qui se dressent sur les pentes escarpées et signalent la permanence du lien entre les membres de la famille et sa matérialisation dans un espace ouvert au monde. L'espace villageois constitué de multiples réseaux d'interdépendance (avec la ville, les autorités algériennes, les travailleurs migrants et la diaspora..) inscrit dans des systèmes d'échanges, propices aux interactions et aux transactions sociales. La présence de ces liens quotidiens, physiques et durables, symboliques et affectifs, construit une sorte d'« être ensemble » qui trouve sa consistance dans la conscience d'une identité revendiquée et construite historiquement dans la résistance. Lieu d'affirmation d'une identité autonome, la montagne kabyle matérialise ce qui fait bien commun (maison familiale, village, contrat moral). L'attachement des habitants à ce modèle, comme utopie mobilisatrice, intervient dans l'accord tacite pour un *compromis de coexistence* (Blanc, 1998).

La ZUS des Coteaux, un espace d'intermédiation et de compétences

En Alsace, les Coteaux de Mulhouse (Haut-Rhin) désignent un quartier ouest de la ville, imaginé et construit par les architectes et urbanistes en 1961, comme une *ZUP exemplaire et moderne* composée de 24 immeubles pour plus de 11 000 habitants. Souvent présentés par les professionnels et les élus comme « une ville dans la ville », les Coteaux constituent un territoire dans l'espace urbain ayant fait l'objet de plusieurs dispositifs publics depuis 1993 (dont ZFU, Programme Urban, Politique de la Ville, CUCS pour les principaux) en association avec les acteurs locaux (associations, structures d'insertion économiques, centres sociaux) pour des programmes de lutte contre les exclusions. En 2004-2005, nous y avons conduit un travail d'enquête (recherche interrégionale Diieses)⁷ auprès des associations

⁷ Rapport de recherche L'économie sociale et solidaire dans la recomposition des territoires urbains : les territoires de reconversion industrielle et urbaine de Mulhouse (Coteaux) et de Bischwiller. Programme de recherche interrégional sous la dir. de D.Demoustier, Délégation Interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (Diieses), Grenoble, 2005, 42 p.

d'éducation populaire ayant pour objet d'appréhender l'articulation entre la dimension territoriale des structures présentes et les modes d'intervention de l'éducation populaire pour apprécier plus précisément le rôle de ces instances dans les rapports entre le territoire et ses acteurs d'un côté, et les services en amont, de l'autre. Nous reprendrons ici quelques éléments de résultats rendant compte de pratiques associatives établissant la possibilité de bâtir des compromis de coexistence dans l'espace local. Ce processus opère par la médiation d'échanges concrets qui s'appuient sur la reconnaissance du sens pratique et des compétences des habitants dans la vie quotidienne par le regard sur l'espace local et ses repères.

Le territoire urbain des Coteaux est l'objet de représentations sociales contrastées qui s'opposent autour de l'ouverture et de la fermeture de cet espace et, partant, sur les attentes et les dispositions de ses habitants à soutenir le mouvement des échanges dans ou hors de ce territoire. Les interventions publiques locales, développées par les services autour de la politique de la ville et de ses dispositifs « s'emploient, comme l'écrit J.Donzelot (2006 :56), à rapprocher ces continents urbains à la dérive, de faire société avec des manières d'être autosuffisantes » par l'imposition d'instruments de cadrage prescriptifs *pensés pour* les habitants. Ainsi la mise en place des protocoles utilisés afin de rendre « visibles » les états de bien-être des habitants, la qualité de vie dans les quartiers s'établit sur un consensus en amont du territoire à propos d'attentes supposées (Luhman, Voyé) et l'imposition symbolique de formats aux pratiques et à l'action. La multiplication de ces initiatives, institutionnelles et locales, pendant plus de trente ans aux Coteaux de Mulhouse, témoigne d'un malaise entretient le traitement de la question sociale par un traitement des lieux au moyen d'une action à distance via les dispositifs. La logique de séparation/réparation a permis de justifier d'interventions publiques et associatives sur le territoire, donnant l'impression aux habitants et aux acteurs associatifs du quartier d'un espace saturé et parfois très étroit. Les enquêtes réalisées mettent en valeur les relations d'interdépendance étroite entre différents professionnels intervenants (animateurs, éducateurs, conseillers) mis en concurrence (chacun « ses pauvres ») dans l'obtention de résultats visibles.

Les associations de l'éducation populaire (centre social, MJC) s'inscrivent dans une tradition qui se veut radicalement différente mais dont les évolutions conduisent également à trouver les compromis dans la gestion des attentes publiques (gestion des normes, mesure de l'utilité et des résultats) en amont, et une posture d'écoute et de présence auprès des habitants en aval. Par une clé d'entrée posant la question de la vie quotidienne des habitants, les professionnels du centre social concentrent leurs propositions sur le registre d'action de l'animation.

Conciliant apprentissage et dimension festive par la rencontre, l'animation établit la possibilité de nouvelles expériences, individuelles et collectives par des pratiques d'apprentissage et la valorisation de dispositions et de compétences invisibles. La construction du lien y voit le jour par la construction de soi autour de pratiques sociales qui établissent le lien à la matérialité (travail du bois, expressions plastiques, échanges et dons de services) et des repères pour un sens partagé par les relations d'échanges génératrices de liens sociaux. La vie quotidienne dans les quartiers populaires comme aux Coteaux est faite de multiples transactions sociales, informelles et discrètes à l'abri des lieux de contrôle, se logeant dans des interstices (ateliers artistiques, animations pour les femmes étrangères). Là, les transactions sociales autour de l'échange réciproque, d'égal à égal, se font par la reconnaissance de repères et de valeurs qui structurent ce qui fera lien. Parmi ces valeurs, la reconnaissance des compétences des personnes, sens pratique et capacités réflexives, représente un enjeu et une attente principale des habitants invités à l'exercice de la citoyenneté. Les animateurs de l'éducation populaire interviennent dans ce processus du dévoilement des compétences d'habitants dont l'identité sociale paraît invisible.

Par ses interactions et micro ajustements, l'espace local est lieu de mise en communication dans la ville : établissant un compromis de coexistence, l'espace local permet de penser la ville par l'accès de ses habitants à des compétences pour ce qui fait bien commun. L'intervention d'animateurs dans un espace d'intermédiation offre les conditions d'un lieu disponible pour les apprentissages et la possibilité de compromis sans renoncer aux valeurs qui font sens pour les habitants. Aux marges des organisations, les animateurs participent à la mise en lien de ce qui fait ressource dans le milieu de vie des habitants et donne corps à un modèle du vivre ensemble comme bien commun.

En conclusion, l'approche de l'espace local repose sur une démarche innovante des acteurs et une posture pour l'action qui s'appuie sur de nouvelles capacités d'écoute, de communication et de traduction capables de saisir la nécessaire resocialisation des objets et le temps social pour appréhender les compétences de l'échange dans un espace, milieu de vie.

L'idée du bien commun se dérobe aux pratiques aseptisées et suppose une dynamique d'action que vient fixer *un intérêt pour* l'échange, celui qui fait lien. C'est ainsi, qu'apprenant

la resocialisation des ressources du milieu de vie, il reviendra aux acteurs de l'économie sociale et solidaire d'écrire les pages d'une l'économie politique, celle du développement durable.

Bibliographie

Addi, (L.), (2004), *L'anthropologie du Maghreb selon Berque, Bourdieu, Geertz et Gellner*, Paris, Awal Ibis Press.

Aron, (R.), (1969), *Les désillusions du progrès*, Essai sur la dialectique de la modernité, Paris, Calmann-Lévy.

Autès, (M.), (2006), Les acteurs et les référentiels, in Chopart (J.N.), Neyret (G.) et Rault (D.), (2006) *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, La Découverte, Paris, p. 81-113.

Blanc, (M.) (1998) La transaction, un processus de production et d'apprentissage du "vivre ensemble in *Les transactions aux frontières du social*, Blanc M. M.F. Freynet, G.Pineau, Chronique sociale, Lyon, pp.219-238.

Bourdieu, (P.), (1972) *Esquisse d'une théorie de la pratique*, précédé de trois études d'ethnologie kabyle, Genève, Paris, Librairie Droz.

Bourdieu, (P.), (1994) *Raisons pratiques* Sur la théorie de l'action Paris, Seuil, Essais.

Bourdieu, (P.), (2003) La fabrique de l'habitus économique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Regards croisés sur l'anthropologie de Pierre Bourdieu, N°150, Paris, Seuil.

Caillé, (A.), Godbout, (J.T.), (1992) *L'esprit du don*, Paris, la Découverte.

Chopart (J.N.), Neyret (G.) et Rault (D.), (2006) *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*, La Découverte, Paris.

Donzelot, (J.), (2006) *Quand la ville se défait, quelle politique face à la crise des banlieues ?* Paris, Seuil.

Dubet, (F.), (1995), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.

Goffman, (E.), (1974), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Editions de Minuit, éd.1991.

Giddens, (A.), (1994) *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.

Latour, (B.), (2007) *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, la Découverte.

Mangematin, (V.), Thuderoz (C.), (2003) *Des mondes de confiance, un concept à l'épreuve de la réalité sociale*. CNRS sociologie, éd. du CNRS, Paris.

Martucelli, (D.), (2006) *Vers une sociologie de l'intermonde, ou comment oublier le problème de l'ordre social*, Working paper, Université de Milan, 15/03/06.

Mathieu, (N.), (2006), Pour une construction interdisciplinaire du concept de milieu urbain durable, *Natures, Sciences, sociétés*, 14, 376-382.

Passeron J.C. (1992) *Le raisonnement sociologique, l'espace non poppérien du raisonnement naturel* Essais recherches, Paris, Nathan.

Rémy, (J.), Voyé, (L.) et Servais (E.), (1978) *Produire ou reproduire ?*, une sociologie de la vie quotidienne. Tome 1 : Conflits et transaction sociale, Bruxelles, De Boeck, 2^e édition 1991.

Sainsaulieu, (R.), (2001) *Des sociétés en mouvement- La ressource des institutions intermédiaires*, Paris, Desclée de Brouwer.

Stoessel-Ritz (2007) *La coproduction de la société : bien commun, intérêt et transaction sociale dans l'espace local* Mémoire d'habilitation à Diriger les Recherches, sous la direction de Blanc (M.), Trépos (J.Y.), Lalli (P) (Bologne), Mathieu (N), Ladyss, Kern (F.) Beta Cereq, Ahmed Zaid (M.), Tizi Ouzou (Algérie), Université M.Bloch, Strasbourg.

Storrie (T.) (2003) *La citoyenneté: entreprise interculturelle*, Communication aux Journées d'études AISLF, CRESS "Gouvernances et transactions sociales" Strasbourg.

Thévenot, (L.), (1986), Les investissements de forme. *Conventions économiques*, (ss la dir.), Paris, CEE-PUF, p.21-71.

Viveret, (P.), (2005) *Pourquoi ça ne va pas plus mal?* , Paris, Seuil.

Voyé Liliane (1992) "Transaction et consensus supposé" in BLANC Maurice (éd), *Pour une sociologie de la transaction sociale*, vol.1, L'Harmattan, Paris.